

Les moyens humains en 2008

La mise en œuvre des missions d'action sociale et médico-sociale est assurée par 489 agents titulaires répartis entre le site central de l'hôtel du Département, les territoires et la Maison de la Prévention rue Lamartine, ainsi que 307 Assistants familiaux.

Il convient d'ajouter à cet effectif les 96 ETP qui travaillent à la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille et 7,8 ETP qui dans un cadre conventionnel concourent aux missions conduites par la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

La Direction de la Solidarité Départementale est en charge des compétences sociales et médico-sociales confiées au Département par les lois de décentralisation :

- La protection de l'enfance,
- La protection maternelle et infantile,
- L'aide à l'hébergement et au maintien à domicile des personnes âgées et des personnes handicapées,
- La prise en charge de la dépendance des personnes âgées (APA),
- La compensation du handicap (PCH),
- La lutte contre les exclusions et l'accès aux droits,
- La prévention médico-sociale et la promotion de la santé,
- La planification, le suivi et la tarification des établissements et des services sociaux et médico-sociaux.

Ces missions se déclinent selon les orientations définies par l'Assemblée Départementale, gérées et mises en œuvre par les agents du site central et des territoires.

Pour conduire l'ensemble des actions relatives à ces politiques, la Direction de la Solidarité mobilise des personnels administratifs, sociaux, médico-sociaux et médicaux.

La mise en œuvre opérationnelle des actions est confiée aux Sites d'action médico-sociales sur lesquels les professionnels, favorisant l'approche globale et pluridisciplinaire, s'attachent à apporter des réponses de proximité.

Les services du siège assurent le pilotage des dispositifs afin de garantir la cohérence départementale.

L'année 2008 a été marquée par les actions suivantes :

- Finalisation du schéma petite enfance, enfance et jeunesse de la Nièvre 2008-2012 (adopté par l'Assemblée départementale en séance plénière le 3 octobre 2008)
- Elaboration d'une convention avec les organismes d'aide à domicile pour la mise en œuvre des interventions à domicile en mode prestataire dans le cadre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, cette convention prévoyant notamment le paiement direct aux prestataires,
- Elaboration, conjointement avec l'Etat, du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées 2009-2014.
- Animation des travaux de préparation à la mise en place du dispositif de paiement différentiel aux établissements PA/PH
- Elaboration du cahier des charges relatif au marché de téléalarme.
- Elaboration du dispositif de mise en œuvre de la MASP (Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé) (réforme protection juridique des majeurs)
- Elaboration du cahier des charges/informatisation des données RMI et Insertion.
- Organisation d'une journée partenariale consacrée à l'accueil des enfants de 0 à 6 ans en situation de handicap.

Les axes majeurs d'intervention en 2008

- **Protection de l'enfance :**

- Accueil en établissement

Après une baisse régulière du nombre d'enfants accueillis en établissement entre les années 2005 et 2007, l'année 2008 a connu une augmentation de ce type d'accueil. Au 31/12/2008, 160 enfants bénéficiant de ce type d'hébergement.

- Prise en charge en milieu ouvert

Les mesures de prise en charge administrative ont triplé entre 2005 et 2007. Cette augmentation s'est confirmée durant l'année 2008 pour atteindre 101.

L'impact de la loi réformant la protection de l'enfance devrait renforcer cette tendance.

Dans l'attente, le nombre de mesures judiciaires exercé en 2008 est de 322.

- Accueil familial

510 enfants sont accueillis au 31/12/2008 chez un(e) assistant(e) familial(e)

La formation de ces professionnels rendue obligatoire par la loi du 27 juin 2005 est organisée en deux parties l'une de 60 heures, l'autre de 240 heures. Pour 2008, aucune session de 60 heures a été organisée.

Une première session de 240 heures a démarré fin mars 2008 suite à la passation de marché avec l'IRTESS Bourgogne, réunissant 30 assistants familiaux.

- **Gérontologie - Dépendance - Handicap - Inclusion :**

- L'accompagnement des territoires dans leurs missions quotidiennes de gestion et/ou d'analyse de situations
- Le renforcement du partenariat avec les prestataires d'aide à domicile,
- La gestion des recours gracieux et contentieux,
- L'implication dans le Plan Bientraitance,
- La professionnalisation de l'accueil familial personnes âgées / personnes handicapées,
- La représentation dans différentes instances et groupes de travail,
- Le développement d'actions favorisant le lien social,
- La révision du schéma gérontologique.

- **Action sociale, insertion et politique de la ville :**

- Elaboration, conjointement avec l'Etat, du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées 2009-2014.
- Elaboration des procédures et outils liés à la mise en œuvre au 1^{er} janvier 2009 de la réforme de la protection des majeurs.
- Elaboration et signature avec l'Etat, la Région Bourgogne, la Communauté d'Agglomération de Nevers, l'Agence Nationale Pour l'Emploi, l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes du protocole d'accord 2008-2010 relatif au plan local pluriannuel pour l'insertion et l'emploi de l'agglomération de Nevers (PLIE).

- **Santé publique – PMI :**

- L'ajustement des missions de Santé Publique déléguées au Conseil Général, conformément au cahier des charges et aux conventions s'y rapportant.
- Adaptation de l'offre de soins proposée aux nivernais dans nos domaines propres d'exécution aux contraintes tant de démographie médicale que de caractéristiques médicales et socio économiques
- Renforcement de la politique de santé du Conseil Général sur le volet prévention/éducation à la santé par le biais de son engagement partenarial dans la Maison de la Promotion de la Santé
- Mise en œuvre d'une politique de santé publique de la petite enfance visant à assurer le meilleur état de santé globale de la future mère et de l'enfant et son meilleur développement et épanouissement, dans son environnement ainsi qu'une politique de planification et éducation familiale. Cette politique lutte en outre, particulièrement contre les handicaps et les malformations, dans des actions de prévention, de diagnostic, d'orientation et d'aide à l'intégration. Elle s'intègre également dans une politique de prévention générale en faveur des publics en situation d'exclusion ou de fragilité et vise à favoriser l'accès aux soins des plus démunis.

Elle recueille des données épidémiologiques et statistiques afin d'élaborer un diagnostic de l'état de santé des enfants, de s'adapter aux besoins en fonction des caractéristiques (médicales, sanitaires...) et des contraintes (offres de soins, dispositifs).

Actions développées en 2008

- **Action sociale et insertion :**

- Elaboration d'un outil informatique de suivi des bénéficiaires RMI et d'évaluation de la politique d'insertion.
- Participation à l'élaboration du Plan Départemental d'Insertion par l'Activité Economique.
- Mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics de la collectivité.
- Poursuite de la réflexion sur la prévention des indus RMI

- **Missions de Santé Publique - PMI :**

- Définition des grands axes d'une politique cohérente de Santé Publique au sein du Conseil Général en articulation avec les autres politiques sociales et conformément aux objectifs du Groupement Régional de Santé Publique (GRSP).
- Activation de la Maison de la Promotion et la participation au GRSP par le biais de la représentativité du CG en instance régionale (représentation du PCG par Dr LASSUS) et par l'intermédiaire de notre représentation et participation aux travaux de l'équipe locale départementale.
- Formation obligatoire des assistantes maternelles agréées.
- Création et mise en œuvre du référentiel agrément assistants maternels et assistants familiaux.
- Mise en place de l'entretien périnatal de proximité sur l'ensemble du département
- Ajustement des missions PMI aux décrets de mars 2007
- Participation aux réseaux de périnatalité

- **Mission d'Aide sociale à l'Enfance :**

- **A) Le Schéma petite enfance, enfance et jeunesse 2008-2012**

En séance plénière du 3 octobre 2008, l'assemblée départementale a adopté le nouveau schéma qui s'articule autour de quatre axes stratégiques :

- actions de prévention,
- soutien à la parentalité,
- actions de prévention de la délinquance,
- modes d'accueil.

- **B) La MADEF**

Le travail d'élaboration interne concernant le fonctionnement de l'établissement au regard des ses missions, s'est poursuivi en 2008 par la production d'écrits tels que :

- Règlement intérieur du Comité Technique d'Etablissement
- Nouveaux taux de remboursement des frais de formation par l'ANFH (Association Nationale pour la Formation permanente du personnel Hospitalier)
- Modification de l'organigramme de la MADEF
- Eléments du bilan de la Territorialisation
- Plan de formation 2008-2009
- Réaménagement du mode de calcul de la prime de service, du fait des évolutions réglementaires
- Régularisation numéro de SIRET et l'implantation géographique
- Règlement intérieur des CAPL

L'ensemble de ces documents a été validé en Comité Technique d'Etablissement (CTE) et Commission de Surveillance ; instance placée depuis le 25/06/2008 sous la présidence de Monsieur Georges EYMERY, conseiller général, président de la commission solidarité.

- **Gérontologie - Dépendance - Handicap - Inclusion :**

- L'harmonisation des procédures et modes opératoires liés à l'aide sociale générale (projet d'administration) par la constitution d'un groupe de travail réunissant la fonction d'appui et les équipes administratives : 7 réunions ont permis l'élaboration de fiches de procédures accessibles à tous,
- L'aide technique apportée sur les situations complexes notamment pour le paiement de la Prestation de Compensation du Handicap ou le règlement des litiges liés au paiement par Chèque Emploi Service Universel,
- La mise en œuvre progressive du paiement direct des interventions en mode prestataire de l'A.P.A. au 1^{er} janvier 2008 a nécessité 5 rencontres avec les services d'aide à domicile pour élaborer un cahier des charges approuvé par l'Assemblée Départementale et la formation des agents pour l'application du dispositif,
- Le soutien aux structures d'aide à domicile pour améliorer les interventions au regard du plan d'aide préconisé (rappel de la législation A.P.A.) et la rédaction des documents comptables : 7 rencontres ont dû être organisées à cet effet,
- Le renforcement de l'articulation avec la D.D.T.E.F.P. pour la délivrance de l'agrément qualité,
- La vérification de conformité au cahier des charges, des structures non tarifées par le Président du Conseil Général qui ont demandé à conventionner pour intervenir auprès du public vulnérable,
- L'organisation de la commission de proposition et de conciliation chargée de donner son avis sur les recours gracieux et amiables dans le cadre de l'A.P.A. ainsi que le suivi des décisions du Président du Conseil Général : 92 recours gracieux traités lors de 8 réunions de la commission.
- La rédaction des mémoires destinés à la Commission Départementale d'Aide Sociale (C.D.A.S.) ou au Juge aux Affaires Familiales ainsi que la présence aux réunions ou audiences en qualité de rapporteur des dossiers ou représentant du Président du Conseil Général.
- Le suivi des signalements des événements préoccupants dans les établissements accueillant des personnes âgées ou handicapées en lien avec la Fonction SDESMS (Schémas Directeurs Départementaux Equipements Sociaux et Médico-Sociaux) générant en cas de besoin un contrôle des établissements,
- L'organisation de la formation obligatoire des accueillants familiaux par un organisme extérieur ou pour le volet « sécurité », par l'intervention d'un agent du Conseil Général,
- La représentation du Conseil Général avec voix délibérative aux instances telles que la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (C.D.A.P.H. adulte et enfant) et le Fonds de Compensation du Handicap,
- La participation à des groupes de travail tels que le paiement différentiel, les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé, le marché téléalarme ou aux synthèses organisées par les sites ou la présence de la fonction d'appui est sollicitée,
- La poursuite des travaux engagés avec le Comité Départemental des Retraités et des Personnes Agées Nivernaises : 8 réunions ainsi qu'une visite dans un établissement pour personnes âgées ont été organisées,
- Participation au bilan du schéma gérontologique 2003-2007 et au démarrage des travaux d'élaboration du futur schéma.

Partenariats

- **Action sociale et insertion :**

- Etat, ANPE, ASSEDIC, missions locales, structures d'insertion par l'activité économique, Fédération des Centres Sociaux de la Nièvre, associations développant des actions collectives...

- **Aide sociale à l'Enfance :**

- Poursuite des partenariats traditionnels (Education Nationale, établissements et services) Renforcement du partenariat avec la Justice dans le cadre de la loi du 05 mars 2007. Développement d'un partenariat avec l'association « Interstice » dans le cadre de la loi relative à la prévention de la délinquance.

- **MADEF :**

L'année 2008 a été marquée par des actions ouvrant sur l'extérieur au profit des usagers accueillis :

- dans le cadre de la politique de développement durable de la Collectivité Territoriale, un projet avait été initié par la MADEF en 2007 : 7 jeunes accompagnés de 3 professionnels étaient partis en VTT à la rencontre d'autres jeunes dans les écoles et collèges du Val de Loire et du Morvan pour les sensibiliser à l'économie des ressources naturelles (eau).
Ce projet avait valu en 2007 l'attribution du 2^{ème} prix national Collectif au Prix du civisme pour la jeunesse et pour 2008 le 1^{er} prix Départemental.
- ouverture culturelle : journée récréative en présence des membres de l'association Amitié Malgache Nivernaise pour faire découvrir Madagascar aux enfants, sa langue, son artisanat, ses chants.
- rencontre avec un nivernais de souche qui a apporté son soutien à l'établissement sous forme d'équipements technologiques dans le cadre de son action « Inter'action en faveur de l'enfance maltraitée. »
- accueil de 9 étudiants qui désirent s'orienter vers le métier d'éducateur spécialisé avec un statut de bénévoles intervenant dans les unités de vie et permettant aux enfants accueillis des rencontres enrichissantes sur le plan relationnel. (avec des taux de réussite aux épreuves de sélection important)
- participation des enfants au Tour Nivernais Morvan sur l'étape Cosne-Nevers en qualité de VIP pour une approche de sportifs de haut niveau.
- Participation active au scoot-d'OR avec obtention de prix.

- **Gérontologie - Dépendance - Handicap - Inclusion :**

- Poursuite du partenariat avec chacun des trois Centres Locaux d'Information et de Coordination avec notamment la signature d'une convention « cadre » entre Conseil Général, M.D.P.H. et C.L.I.C.
- Poursuite du partenariat avec les quatre associations qui assurent le suivi des personnes handicapées hébergées en famille d'accueil puisqu'une structure (MSA) a mis fin au conventionnement avec le Conseil Général en 2008.

Actions de communication

- **Insertion :**

- Remise de deux véhicules à l'Association PARI pour leur action d'aide à la mobilité en faveur des femmes sur le territoire Bourgogne Nivernaise

- **Aide sociale à l'Enfance :**

- Intervention dans le cadre de l'Association Départementale des Maires afin de présenter les conséquences des deux lois du 05 mars 2007 (réforme de la protection de l'enfance et prévention de la délinquance)

- **MADEF :**

- Intervention au colloque international en 2008 sur initiative de la Fondation pour l'Enfance afin de communiquer sur l'expérience relative au travail mené au centre de visites comme dispositif original permettant de favoriser la parole et le dévoilement d'abus sexuels.

- Intervention dans un colloque international sur le dispositif de prise en charge bientraitant dans le cadre de l'accueil d'urgence en institution.
 - Accueil de deux coordinateurs de l'Aide Sociale à l'Enfance d'un gros département et un psychologue venus rencontrer l'équipe pluridisciplinaire de la MADEF ; intéressés par les différents points suivants relatif au fonctionnement du centre de visite, dans l'optique d'une mise en œuvre d'un dispositif analogue :
 - organisation des visites dans le cadre du centre de visite (horaires, personnel, travail pluridisciplinaire, lieu...)
 - cadre posé aux parents (courriers, utilisation du jugement) annulation des visites.
 - utilisation du génogramme à l'admission.
 - l'intérêt des visites fratries.
 - intérêt des visites pour tous les âges.
 - lors des retours droit à l'hébergement (entretien et travail avec la famille)
 - présence des éducateurs, cadre socio-éducatif ou référent ASE, psychologue lors de certaines visites.
 - rédaction de compte rendu de visites.
 - Contacts avec un centre départemental de l'enfance d'un département extérieur pour une présentation du travail mené dans le cadre du centre de visite et du travail de réseau.
- **Gérontologie – Dépendance – Handicap – Inclusion :**
 - Elaboration d'un document à destination du public ou des professionnels pour promouvoir l'accueil familial des personnes âgées ou handicapées afin de développer l'offre et la connaissance de ce mode d'hébergement,
 - Organisation d'actions dans le cadre de la « Semaine bleue » auprès du public âgé en partenariat avec les Cyberbases, les Aînés Ruraux, le CODERPA : exposition au Conseil Général de « Boîtes à mémoire », utilisation des outils informatiques, participation au concours de la Fondation de France,
 - Présentation de diaporamas à des journées de formation destinées soit à des fonctionnaires d'Etat, soit à des personnes âgées ou professionnels : « Quand mes parents âgés vieillissent », « L'entrée en institution »

Les activités traditionnelles

Gestion, Coordination Administrative, Comptable et Financière

- **Fonction Gestion, Coordination Administrative, Comptable et Financière :**

La fonction transversale est mise en place depuis juillet 2005. Elle est chargée de :

- la coordination de la préparation budgétaire de la Direction de la Solidarité, son exécution comptable à l'exception du mandatement :
 - des subventions aux Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux (effectués par la Fonction Transversale « Schémas Directeurs Départementaux, Equipements Sociaux et Médico-Sociaux ») et,
 - de la perception des indus RMI (effectuée par la Fonction d'Appui « Action Sociale, Insertion et Politique de la Ville »).
- la comptabilité et le suivi administratif de la téléalarme ;
- le suivi administratif et comptable des rapports au Conseil Général et à la Commission Permanente du Conseil Général, des conventions ;
- le contrôle de la régularité administrative et comptable des demandes de subventions ou de participations ;
- une fonction de conseil auprès des agents de la Direction de la Solidarité ;

- la mise en oeuvre et le suivi de tableaux de bord.

L'année 2008 a été marquée par :

- la préparation de la mise en place du paiement différentiel des frais d'hébergement des personnes âgées et handicapées (projet d'administration départementale),
- la préparation du marché de location entretien et maintenance du système de téléalarme pour personnes âgées et handicapées,
- la mise en place de nouveaux tableaux de bord pour le pilotage du budget,
- la mise à jour des dossiers antérieurs à 2008 la mise en place d'un nouveau système de paiement pour les aides relatives au FSL Eau Energie et des allocations aux enfants confiés dans le cadre de l'ASE,
- la mensualisation du paiement de l'argent de poche et de l'habillement pour les enfants.

Par ailleurs, des efforts ont été poursuivis pour améliorer :

- l'exécution budgétaire, la lisibilité du budget,
- optimiser le fonctionnement du service.

L'activité pour la période de janvier à décembre :

- **Fonction Prévention Médico-Sociale :**

- Protection Maternelle et Infantile et, Planification Familiale :
Emission : 542 mandats
8 titres de recettes
- Santé Publique :
Emission : 386 mandats
61 titres de recettes

- **Fonction Action Sociale :**

- Famille et Enfance
Emission : 4 865 mandats
383 titres de recettes
- Personnes Handicapées
Emission : 3 119 mandats
2 440 titres de recettes
- Personnes Agées
Emission : 5 235 mandats
3 613 titres de recettes
- Revenu Minimum d'Insertion
Emission : 338 mandats
14 titres de recettes
- Personnes Dépendantes (APA)
Emission : 2 297 mandats
1 128 titres de recettes
- Autres Interventions Sociales
Emission : 1 399 mandats
8 titres de recettes
- Autres opérations comptables
417 opérations en dépenses
226 opérations en recettes

- **Gestion de la Téléalarme :** 1 848 bénéficiaires

d'hébergement en établissement, nécessitant la représentation du Conseil Général par la Fonction d'Appui.

Insertion

- **Insertion des jeunes :**

Pour l'année 2008, le Conseil Général de la Nièvre a consacré des crédits en direction des jeunes en difficulté à hauteur de 447 893 €

- 188 250 € pour le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ)
- 54 706 € pour le soutien aux associations logement
- 73 937 € pour le soutien aux Foyers de jeunes travailleurs
- 131 000 € pour l'aide aux missions locales

- **Insertion des bénéficiaires du RMI :**

L'année 2008 s'est inscrite, en terme d'orientation et d'actions, dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion et de Lutte Contre les Exclusions 2006-2009.

Le Conseil Général a poursuivi son soutien aux chantiers d'insertion.

Sur le plan de l'insertion par l'activité économique, le Conseil Général, par l'application du règlement "Mesure Insertion 58", continue d'apporter un soutien significatif en direction des Entreprises d'Insertion, Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion et Régie de Quartier. Il a également poursuivi son action en direction des bénéficiaires RMI créateur ou repreneur d'entreprise.

Politique de la ville

En 2008, le Conseil Général a participé au financement de 15 projets déposés dans le cadre de l'appel à projet du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nevers à hauteur de 20 300 € au titre des crédits spécifiques politique de la ville.

Le Conseil Général a également participé au financement du projet de rénovation urbaine du quartier de la Grande Pâture à Nevers à hauteur de 64 032 € pour la réalisation de 6 logements sociaux et de 42 686 € pour la réalisation de 2 logements d'intégration.

RMI

Pour l'année 2008, le Conseil Général de la Nièvre a consacré 19 268 141 € au titre de l'allocation RMI et a perçu une compensation de l'Etat au titre de la part de TIPP de 14 858 779 € et de 1 810 525 € au titre du Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI). On constate donc que la dépense n'a été remboursée qu'à hauteur de 86,56 %.

- **Quelques chiffres...**

Au 31 décembre 2007, le nombre d'allocataires RMI payés était de 3 897.

Au 31 décembre 2008, le nombre d'allocataires payés atteignait 3 898, soit une stagnation.

En 2007, le montant des allocations versées s'élevait à 19 345 769 €,

En 2008, le montant des allocations versées s'élevait à 19 268 141 € soit une diminution de 0,4 %.

- **Activité relative à la gestion des indus :**

Nombre d'indus transférés en 2008 : 970 pour un montant de 794 319 €, soit 32% d'indus en plus.

	Commission de recours gracieux	Commission Départemental d'Action Sociale (recours contentieux)	Dépôt de plainte pour fraude	TOTAL
Nombre de dossiers	167	56	21	244
Montant des indus	157 183, 78 €	61 385,90 €	93 788,57 €	312 358,25 €
Montant des remises accordées	78 440, 24 €	22 495,71 €		100 935,95 €

Contrat d'avenir

En 2008, 218 conventions contrat d'avenir ont été signées dont 105 au titre d'un renouvellement, ce qui a représenté 150 contrats actifs par mois.

Ce sont donc 615 534 € qui ont été versées à la CAF et à la MSA chargées pour le compte du Conseil Général de verser aux employeurs l'aide forfaitaire prévue réglementairement.

Protection de l'enfance

- **L'aide aux familles et à l'enfance :**

- L'hébergement en établissement

Au 31 décembre 2008, 242 enfants mineurs étaient accueillis et pris en charge soit à la MADEF soit en MECS (Maison d'Enfants à Caractère Social) ou lieu de vie. Cet hébergement s'est traduit par un engagement financier du Conseil Général à hauteur de 8 553 700 € soit une augmentation de 2,92 % par rapport à 2007.

- L'accueil familial

Il concerne 467 enfants au 31/12/2008 accueillis chez 308 assistants familiaux.

- **Le soutien aux familles :**

Les familles peuvent être soutenues :

- soit par le versement d'aides financières spécifiques
- soit par l'intervention de technicienne de l'intervention sociale et familiale
- soit par des mesures d'actions éducatives

- Les aides financières

Accordées dans le cadre des Commissions Locales de Coordination Financière (CLCF) organisées sur chaque site, elles visent à répondre à des besoins ponctuels (secours)

Des allocations mensuelles peuvent également être versées afin de soutenir financièrement les familles :

- 63 355 € ont été attribués au titre des secours d'urgence concernant 670 familles
- 89 390 € au titre des allocations mensuelles concernant 386 familles
- 93 531 € au titre des allocations jeunes majeurs (tranche d'âge des 18 –21 ans) concernant 25 jeunes.

- Les travailleuses familiales

120 familles ont bénéficié de cette action de prévention à domicile.

- Les aides éducatives en milieu ouvert (AEMO)

- Les AEMO interviennent à la demande ou avec l'accord des parents, il s'agit de mesures dites « administratives » de prévention.

Le suivi éducatif de l'enfant est assuré par les professionnels du Conseil Général (éducateurs) 52 enfants étaient concernés au 31/12/2007.

- Les AEMO judiciaires sont mises en place sur décisions du juge et concernent 115 enfants
- Le Département délègue la mission de suivi de ces mesures au Service d'Education et de Rééducation en Milieu Ouvert (SERMO) géré par l'ADSEAN (Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte dans la Nièvre) et engage à ce titre 1 479 750 €.

• **L'adoption :**

L'agrément des familles postulant à l'adoption relève de la compétence du Président du Conseil Général, après enquêtes sociales et psychologiques.

Il revient au Conseil de Famille de choisir pour les pupilles dont il a la charge, la famille la mieux adaptée à ses besoins.

Au cours de l'année 2008, 17 agréments ont été attribués ce qui porte à 69 le nombre de familles nivernaises en attente de la réalisation d'adoption.

Au 31 décembre 2008, 04 enfants pupilles de l'Etat étaient en attente d'adoption.

Au cours de l'année 2008, 4 pupilles de l'Etat ont été adoptés.

• **La MADEF :**

La Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille (MADEF) regroupe une pouponnière, un foyer de l'enfance, un centre parental, des appartements de pré-autonomie, installés sur 3 sites géographiques distincts, ouvert 365 jours par an, pour la prise en charge d'usagers bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance présentant des situations de complexité familiale et d'états comportementaux, dans des missions d'accueil d'urgence et de courts et moyens séjours.

1. L'ACTIVITE DE LA MADEF :

En 2008, l'activité à la MADEF a représenté 30 821 journées, soit 3 527 journées réalisées en pouponnière (accueil des 0 – 3 ans), 18 861 dans les unités de foyer de l'enfance (accueil des 3 -18 ans), 7 361 au centre parental, 1 072 aux appartements de pré-autonomie, avec une moyenne occupationnelle globale de 84 usagers/jour et respectivement de 10bébés/jour, 51 jeunes/jours, 20 parents et enfants/jour, 3 jeunes de +16 ans/jour. Le nombre de journées réalisées a augmenté de 4,59 % entre 2007 et 2008.

Comme chaque année, l'activité en 2008, présente des disparités par section : elle est soutenue dans les unités de foyer de l'enfance (accueil de 3-18 ans) est en légère augmentation au centre parental, en recul pour ce qui concerne la pouponnière (malgré une importante reprise sur le 2^{ème} semestre 2008) et les appartements de pré-autonomie.

La prise en charge en 2008 s'est adressée à 201 usagers soit 29 en pouponnière, 103 au foyer de l'enfance, 64 au centre parental et 5 aux appartements de pré-autonomie avec un turn-over important : 114 entrées, 124 sorties, en lien avec les missions d'accueil d'urgence et de courts et moyens séjours.

Le nombre de mineurs orientés vers la MADEF est passé de 225 en 2007 à 200 en 2008.

Cette rotation continue d'impliquer la mise en place de dispositifs performants visant à accompagner les équipes gérant en continu des situations de crise afin de les préserver d'une saturation psychique et développer leur efficacité.

La durée moyenne de séjour a été de 153 ; contre 131 en 2007.

A. Les orientations à la MADEF

Participation aux réunions de synthèse, commissions d'accueil, réunions de concertation :

- Réunion de synthèses : 96
- Commission d'accueil : 18
- Réunion de concertation : 4

B. Les fins de prise en charge à la MADEF correspondent à des orientations en famille d'accueil pour 48,30 % et à des retours chez les parents pour 33,30 %.

2. LES RESSOURCES HUMAINES

En 2008, les ressources humaines mobilisées, 96.9 ETP pour 98.93 ET en 2007(remplacements compris), ont été assez proches des effectifs budgétaires (96 ETP).

Pour rappel fin 2007 les personnels, à l'exception de 2 (dont un en cours de formation), sont qualifiés.

Actions de santé publique

- **Lutte contre la tuberculose :**

Il s'agit essentiellement d'organisation de consultations et de tournées de dépistage.

En 2008, 42 cas de tuberculose maladie.
Consultations médicales : 573 consultations.

Dépistage radio :

- Nombre de clichés radio : 2280 clichés effectués par le camion radio
678 clichés effectués en cabinets privés ou centres hospitaliers

- **Prophylaxie des Infections Sexuellement Transmissibles (I.S.T) et VIH :**

- Dépistages VIH : 315 dont 2 positifs
- Dépistages Hépatite B : 106 dont 3 positifs
- Dépistages Hépatite C : 88 dont 1 positif
- Dépistages des Chlamydiae trachomatis : 64
- Dépistages des Tréponèmes : 222

- **La prévention et le dépistage du cancer du sein :**

- Sur 23 575 invitations envoyées, et 4939 relances, 8019 femmes ont répondu.

- **Vaccinations :**

- Centre vaccinations NEVERS : 363 vaccins
- Consultations de nourrissons : 2467 vaccins

Au total, 2830 vaccinations ont été pratiquées dans le cadre des services départementaux.

Protection maternelle et infantile

- **Surveillance des grossesses par les sages-femmes :**

- Visites effectuées 2527
- Nombre de naissances déclarées mal formées en 2008 : 46
- Nombre de trisomie 21 : 1

- **Suivi médico-social des enfants de moins de 6 ans :**

- Nombre de visites à domicile 4 900
- séances de consultations 342
- bilans en écoles maternelles (dépistages auditifs et visuels) 867

- **Agrément des assistants maternels et assistants familiaux et formation obligatoire des assistants maternels :**

- Nombre de places assistants maternels 3788
- Nombre de places assistants familiaux 796
- Formation des assistants maternels :
 - IRFA 358

- **Centre de Planification et d'Education Familiale :**
 - Nombre de séances de consultations 341
 - Nombre de consultations 1495

Schémas Directeurs Départementaux, Equipements Sociaux et Médico-Sociaux

- **TARIFICATION ET CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX :**

73 établissements ont été tarifés, représentant le suivi de 93 budgets (BP et comptes administratifs).

La capacité totale d'accueil de ces établissements est de 4476 places, réparties comme suit :

08 ETS	→	secteur enfance (hors MADEF)	196
21 ETS	→	secteur adultes handicapés	871
43 ETS	→	secteur personnes âgées	3728
01 ETS	→	secteur personnes en difficultés	30

Le volume financier généré par l'activité de ces établissements est constitué des produits des prix de journée et représente un montant total de budgets s'élevant à :

- secteur enfance (hors MADEF) :11 223 326,00 €
- secteur adultes handicapés :27 305 460,37 €
- secteur personnes âgées :76 001 804,01 €
- secteur personnes en difficultés :620 481,00 €

21 services d'aide à domicile ont été tarifés représentant 19 budgets et comptes administratifs.

Le volume financier généré par l'activité de ces services est constitué des produits des prix de journée et représente un montant total de budgets s'élevant à 15 924 639,50 €

- **PROGRAMMATION ET AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS :**

Eu égard à ses missions, la Fonction : S.D.E.S.M.S. a étudié et présenté devant le Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS), 03 dossiers de demande de création ou transformation d'établissements et de services :

- 1 dossier de demande d'autorisation de création d'un EHPAD à Varennes-lès-Narcy
- 1 dossier de demande de création d'un service d'accompagnement à la vie sociale rattaché au centre Habitat les Chailloux à Nevers.
- 1 dossier de demande d'autorisation de création d'une unité pour handicapés vieillissants rattaché à l'EHPAD de Millay

- **SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT OU DE FONCTIONNEMENT :**

1 - Subventions d'investissement

Elles interviennent dans le cadre du règlement départemental des aides aux établissements sociaux ou médico-sociaux et sont venues en 2008 traduire l'engagement du Conseil Général sur des opérations de réhabilitation/modernisation des EHPAD.

- **ACTIVITE DU SERVICE AU REGARD DES OBJECTIFS FIXES :**

- La poursuite de la mise en œuvre de la réforme des EHPAD (Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes) s'est traduite, cette année, par la signature d'une nouvelle convention qui s'ajoutent aux 37 conventions en cours.
- La mise en œuvre du schéma du handicap a donné lieu à un suivi via l'exploitation d'un questionnaire adressé aux directeurs d'établissement de ce secteur.
- Le démarrage du processus de révision du schéma gérontologique par l'adoption d'une méthodologie et l'élaboration d'un bilan du schéma 2003-2007.

- La finalisation du schéma petite enfance, enfance et jeunesse 2008-2012 et une présentation devant l'Assemblée départementale le 3 octobre.

Activité des Sites d'action médico-sociale de l'UTAMS BOURGOGNE NIVERNAISE

14 réunions métiers et 11 réunions de l'ensemble des agents de l'UTAMS avec des partenaires extérieurs ou des intervenants internes au Conseil Général ont été organisées à l'échelle de l'Utams (hors réunions sur site)

16 réunions de cadres sur l'UTAMS.

12 réunions ont eu lieu dans le cadre du suivi des chantiers d'insertion (comité de pilotage).

Par ailleurs, 4 stagiaires ont été accueillis par des professionnels de l'UTAMS Bourgogne Nivernaise (2 assistants sociaux + 1 éducateur + 1 conseillère en économie sociale et familiale).

Aide à l'Hébergement et au maintien des personnes âgées et handicapées

- **Aide sociale à l'Hébergement des personnes âgées :**

Cosne/L : 92 bénéficiaires

Clamecy : 76 bénéficiaires

La Charité/L : 108 bénéficiaires

Total UTAMS : 276 bénéficiaires

- **Aide sociale à l'Hébergement des personnes handicapées :**

Cosne/L : 101 bénéficiaires

Clamecy : 64 bénéficiaires

La Charité/L : 64 bénéficiaires

Total UTAMS : 229 bénéficiaires

- **Le maintien à domicile au titre de l'aide sociale :**

- **L'aide ménagère aux personnes âgées :**

Cosne/L : 0 bénéficiaire

Clamecy : 1 bénéficiaires

La Charité/L : 4 bénéficiaires

Total UTAMS : 5 bénéficiaires

- **L'aide ménagère aux personnes handicapées :**

Cosne/L : 3 bénéficiaires

Clamecy : 3 bénéficiaires

La Charité/L : 3 bénéficiaires

Total UTAMS : 9 bénéficiaires

- **L'Allocation Compensatrice Tierce Personne :**

Cosne/L : 74 bénéficiaires

Clamecy : 42 bénéficiaires

La Charité/L : 54 bénéficiaires

Total UTAMS : 170 bénéficiaires

- **L'accueil de jour et le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) pour personnes handicapées :**

Cosne/L : 20 bénéficiaires

Clamecy : 7 bénéficiaires

La Charité/L : 6 bénéficiaires

Total UTAMS : 33 bénéficiaires

- **L'Allocation Personnalisée à l'Autonomie :**

En établissement : hors dotation globale :

Cosne/L :	107 bénéficiaires
Clamecy :	82 bénéficiaires
La Charité/L :	56 bénéficiaires
Total UTAMS :	245 bénéficiaires

A domicile :

Cosne/L :	725 bénéficiaires
Clamecy :	565 bénéficiaires
La Charité/L :	622 bénéficiaires
Total UTAMS :	1 912 bénéficiaires

o **La Prestation de Compensation du Handicap :**

Cosne/L :	28 bénéficiaires
Clamecy :	29 bénéficiaires
La Charité/L :	29 bénéficiaires
Total UTAMS :	86 bénéficiaires

Insertion

• **Insertion des jeunes :**

Pour l'année 2008, le conseil général a consacré des crédits en direction des jeunes de l'UTAMS Bourgogne-Nivernaise

L'activité des CLCF :

Cosne/L :	40 bénéficiaires
Clamecy :	74 bénéficiaires
La Charité/L :	15 bénéficiaires
Total UTAMS :	129 bénéficiaires.

• **Insertion des bénéficiaires du RMI :**

Pour l'année 2008, on dénombre 1 006 bénéficiaires du RMI sur l'UTAMS Bourgogne-Nivernaise se répartissant ainsi :

Site de COSNE/L :

Nombre de contrats signés :362

Durée des contrats :

- moins de six mois :	126
- de 6 à 11 mois :	189
- de 1 an :	47

Site de CLAMECY :

Nombre de contrats signés :282

Durée des contrats :

- Moins de six mois :	102
- de 6 à 11 mois :	139
- de 1 an :	41

Site de LA CHARITE SUR LOIRE :

Nombre de contrats signés :230

Durée des contrats :

- moins de six mois :	56
- de 6 à 11 mois :	107
- de 1 an :	67

• **La Commission Locale d'Insertion (CLI) Bourgogne Nivernaise :**

Nombre de réunions de bureau :	7
Comité de pilotage :	1
Réunions groupes de travail :	4
Nombre de personnes convoquées :	9
Nombre de personnes reçues :	1
Décisions de suspension du versement de l'allocation RMI :	7
Demande de levée de suspension :	1

Action sociale

- **Aides financières :**

Les aides financières établies par les travailleurs sociaux sont étudiées en Commission Locale de Coordination Financière.

Nombre de dossiers étudiés en 2008 :

		COSNE/L	CLAMECY	LA CHARITE/L	UTAMS BN
BESOINS VITAUX	<i>Dossiers</i>	34	34	31	99
	Montant	3 806 €	3 975 €	4 030 €	11 811 €
FSL (eau + énergie)	<i>Dossiers</i>	214	236	164	614
	Montant	36 159 €	39 405 €	28 612 €	104 176 €
ACCES LOGEMENT	<i>Dossiers</i>	15	16	20	51
	Montant	6 744 €	8 083 €	8 890 €	23 717 €
MAINTIEN LOGEMENT	<i>Dossiers</i>	38	8	13	59
	Montant	11 017 €	3 450 €	6 312 €	20 779 €

- **Accompagnement social :**

La mission d'accompagnement social des assistants sociaux se traduit par l'accompagnement de tous les bénéficiaires du RMI de l'UTAMS mais les agents sont aussi très impliqués dans les missions de prévention et le traitement de la maltraitance des enfants, et des personnes vulnérables.

C'est ainsi que les plans d'action sont étudiés dans les réunions de synthèses, concertation, ou commission d'accueil, auxquels participent systématiquement les assistants sociaux de secteurs.

	Synthèses	Concertations	Accueil
Cosne/L	65	11	1
Clamecy	89	19	0
La Charité/L	86	7	5
UTAMS	240	37	6

Protection de l'Enfance

- **Le Soutien aux familles :**

La protection de l'enfant et de sa famille passe par des mesures diverses :

- le secours d'urgence et les allocations mensuelles accordées dans le cadre des CLCF
- l'aide d'une Technicienne de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF)
- la mesure d'Aide Educative en Milieu Ouvert (AEMO)

- **Les aides financières :**

183 familles ont bénéficié d'une aide financière en 2008 sur l'UTAMS Bourgogne-Nivernaise.

	Secours d'urgence			Allocations mensuelles		
	Familles	Enfants	Montant	Familles	Enfants	Montant
Cosne/L	50	93	6 310€	34	79	6 447 €
Clamecy	22	35	2 630 €	25	44	4 377 €
La Charité/L	28	46	4 200 €	24	42	4 141 €
UTAMS	100	174	13 140 €	83	165	14 965 €

Les jeunes majeurs ont pu bénéficier d'un soutien, ils ont représentés 14 mesures, pour un montant total de 29 077 €.

- **Les techniciennes de l'intervention sociale et familiale :**

13 familles soit 38 enfants ont bénéficié d'une mesure de TISF :

Cosne/L : 1 famille soit 2 enfants
Clamecy : 6 familles soit 12 enfants
La Charité/L : 6 familles soit 24 enfants

- **L'aide éducative en milieu ouvert :**

Les AEMO Administratives sont exercées par les éducateurs du Conseil Général par contrat avec les familles :

Cosne/L : 7 familles soit 12 enfants
Clamecy : 4 familles soit 6 enfants
La Charité/L : 6 familles soit 11 enfants
Total UTAMS : 17 familles soit 29 enfants

Les AEMO Judiciaires sont exercées par la Protection Judiciaire de la Jeunesse ou par le SERMO et sont ordonnées par le Juge :

Cosne/L : 30 familles soit 40 enfants
Clamecy/L : 28 familles soit 44 enfants
La Charité/L : 15 familles soit 26 enfants
Total UTAMS : 73 familles soit 110 enfants

- **L'hébergement en établissement :**

62 mineurs de l'UTAMS Bourgogne-Nivernaise sont confiés à des établissements (MADEF, Maison d'enfant à caractère social).

Cosne/L : 14 bénéficiaires
Clamecy/L : 33 bénéficiaires
La Charité/L : 15 bénéficiaires

- **L'accueil familial :**

116 mineurs ont été confiés à des familles d'accueil sur l'ensemble du département.

Cosne/L : 45 bénéficiaires
Clamecy/L : 38 bénéficiaires
La Charité/L : 33 bénéficiaires

- **Agrément des assistantes familiales :**

L'UTAMS compte en 2008 :

195 places pour 97 assistantes familiales
Cosne/L : 67 places pour 33 assistantes familiales
Clamecy : 36 places pour 16 assistantes familiales
La Charité/L : 92 places pour 48 assistantes familiales

Protection Maternelle et Infantile

- **Prévention médico-sociale :**

L'UTAMS Bourgogne-Nivernaise aura enregistré en 2008 :

Cosne/L : 228 naissances
La Charité/L : 195 naissances
Clamecy : 95 naissances
Total UTAMS : 518 naissances

- **Actions médico-sociales en faveur des femmes enceintes :**

Heures de TISF payées au titre de la PMI : 660

Cosne/L : 120 heures
Clamecy : 140 heures
La Charité/L : 400 heures

Heures d'aides ménagères payées : 179

Cosne/L : 93 heures

Clamecy : 46 heures

La Charité/L : 40 heures

Séances de consultations de nourrissons :

Cosne/L : 15 pour 134 enfants consultés

Clamecy : 12 pour 102 enfants consultés

La Charité/L : 29 pour 226 enfants consultés

Bilan en écoles maternelles :

17 visites en écoles des médecins de PMI et infirmières puéricultrices ont permis de voir 78 enfants en 2008.

• **Agrément des assistantes maternelles :**

L'UTAMS compte en 2008 :

974 places pour 392 assistantes maternelles

Cosne/L : 437 places pour 169 assistantes maternelles

Clamecy : 215 places pour 86 assistantes maternelles

La Charité/L : 322 places pour 137 assistantes maternelles

• **Bilan des axes développés en 2008 avec les responsables de site :**

Bilan de la territorialisation :

Rencontres plus fréquentes développées avec les assistants sociaux, animatrices locales d'insertion et conseillères en économie sociale et familiale centrées sur les pratiques professionnelles

Tableaux de bord « affinés » pour permettre l'élaboration du bilan d'activité dont les bilans cantonaux, suivi budgétaire...

Réunions cadres UTAMS, président Cli, présidents des instances de validation afin d'échanger sur le contenu des contrats d'insertion

Amorce de la réflexion sur le champ de la mobilité

Réflexion sur la PMI

Sur le site de la Charité

- poursuite de la collaboration mensuelle entre le CHS et l'équipe du site de La Charité
- développement des relations partenariales avec le centre social et les associations locales
- mise en place de la nouvelle répartition des agents dans les locaux rue de la pépinière

Sur le site de Cosne

- implication dans le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS)
- poursuite de la collaboration avec le centre social de Donzy

Sur le site de Clamecy

- renforcement du partenariat avec les partenaires locaux du fait de l'arrivée du responsable de site,
- travail particulier avec le CCAS de Clamecy dans le cadre de l'analyse des besoins sociaux
- renforcement de la collaboration avec le centre social de Varzy notamment dans la mise en place du chantier d'insertion
- réunions particulières du responsable de site avec son équipe du fait de sa prise de poste et de la nécessité de revoir l'organisation générale

Activité des Sites d'action médico-sociale de l'UTAMS NIVERNAIS MORVAN

Les assistants sociaux polyvalents de secteur ont rencontré en 2008, plus de 1 171 ménages, dont 78 % se composent de personnes seules.

4 934 rendez-vous ont été enregistrés, dont 1432 visites à domicile.

De plus 68 usagers ont été reçus par un agent d'accueil sur Château-Chinon dans le cadre de l'accueil renforcé.

Les raisons qui conduisent les usagers à solliciter le service social sont en grande partie liées aux problématiques financières, l'accès aux droits, et le besoin d'insertion sociale ou professionnelle (RMI).

Aide à l'Hébergement et au maintien des personnes âgées et handicapées

- **Aide sociale à l'hébergement des personnes âgées :**

Château-Chinon : **56**

Corbigny : **45**

Moulins Engilbert : **54**

Nombre total de dossiers actifs en 2008 sur l'UTAMS NM : **155**

- **Aide sociale à l'hébergement des personnes handicapées :**

Château-Chinon : **33**

Corbigny : **22**

Moulins-Engilbert : **27**

Nombre total de dossiers actifs en 2008 sur l'UTAMS : **82**

- **L'Allocation Tierce Personne :**

Château-Chinon : **35**

Corbigny : **43**

Moulins Engilbert : **42**

Nombre total de dossiers actifs en 2008 sur l'UTAMS NM : **120**

- **Aide sociale/ services ménagers aux personnes handicapées :**

Château-Chinon : **10**

Corbigny : **11**

Moulins Engilbert : **0**

Nombre total de dossiers actifs en 2008 sur l'UTAMS NM : **21**

- **Aide sociale/ services ménagers aux personnes âgées :**

Château-Chinon : **6**

Corbigny : **6**

Moulins Engilbert : **2**

Nombre total de dossiers actifs en 2008 sur l'UTAMS NM : **14**

- **L'Allocation Personnalisée à l'Autonomie en établissement : (Hors dotation globale)**

Château-Chinon : **36**

Corbigny : **32**

Moulins Engilbert : **16**

Nombre total de dossiers actifs en 2008 sur l'UTAMS NM : **84**

- **L'Allocation Personnalisée à l'Autonomie à domicile**

Château-Chinon : **271**

Corbigny : **336**

Moulins Engilbert : **335**

Nombre total de dossiers actifs en 2008 sur l'UTAMS NM : **942**

- **La Prestation de Compensation du Handicap :**

Château-Chinon : **13**

Corbigny : **15**

Moulins Engilbert : **23**

Nombre total de dossiers actifs en 2008 sur l'UTAMS NM : **51**

- **Service de suite et d'accompagnement à la vie sociale, personnes handicapées**

Château-Chinon : **39**

Corbigny : **15**

Moulins Engilbert : **5**

Nombre total de dossiers actifs en 2008 sur l'UTAMS NM : **59**

Dans le cadre de l'activité liée aux personnes âgées, une présentation du dispositif d'aide sociale a été faite à Saint-Saulge, s'inscrivant dans le processus de formation au DEAVS.

Insertion

- **Nombre de bénéficiaires du RMI :**

Château-Chinon :

172 bénéficiaires, 26 premiers contrats, 129 renouvellements et avenants, ont été étudiés en instance de validation.

Corbigny :

212 bénéficiaires, 43 premiers contrats , 200 renouvellements et avenants ont été étudiés en instance de validation.

Moulins-Engilbert :

125 bénéficiaires, 29 premiers contrats , 117 renouvellements et avenants ont été étudiés en instance de validation.

Nombre total de bénéficiaires du RMI sur l'UTAMS NM au 31/12/08: **536**

L'UTAMS Nivernais Morvan a enregistré **167** entrées dans le dispositif ce qui porte à **690** dossiers RMI traités entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2008.

En outre, nous avons enregistré **154** sorties du dispositif sur l'ensemble de l'année **2008**.

- **Commission Locale d'Insertion : CLI**

Nombre réunions de CLI plénière :	01
Nombre réunions de bureau :	06
Nombre de personnes convoquées :	22
Nombre de suspensions proposées :	11

Dans le cadre du Plan Local d'Insertion (PLI) une enquête auprès des bénéficiaires du RMI travaillant à temps partiel a pu être réalisée afin de travailler sur les freins à tendre vers un emploi à temps complet.

Un partenariat instauré avec la MDEF permet d'appréhender conjointement la situation des bénéficiaires du RMI et de mettre en place les actions d'accompagnement renforcé adaptées.

Action collective

- **Discut'café :**

Action collective réalisée sur le Site de Corbigny.

Les rencontres ont eu lieu au Centre Social de Lormes en partenariat avec le Centre Social de Lormes et les Restaurants du Cœur.

L'objectif :

- Lutter contre l'isolement des personnes en situation de grande difficulté sociale , souvent renforcée par un isolement géographique.
- Répondre de façon collective aux problèmes des personnes avec des thèmes choisis par les participants.
- Permettre aux usagers dans le cadre de rencontres régulières de créer ou recréer des liens sociaux

Pour cette deuxième année de fonctionnement les intervenants extérieurs ont été sollicités à partir des attentes exprimées au cours de l'année 2007

La fréquence d'une réunion par mois a été tenue

Au 31 décembre 2008, le bilan est de **10** rencontres auxquelles sont venues **134** personnes, la moyenne se situant entre **10 et 20** par rencontre.

Soit **10** interventions extérieures et **2** rencontres autour de l'échange des savoirs.

Parmi les participants des groupes durant 2008 :

2 personnes ont retrouvé un travail

1 personne a intégré une formation au CFPPA du Morvan

1 personne a intégré le groupe de formation ECLORE à Corbigny

• **Les aides individuelles attribuées dans le cadre d'un parcours d'insertion :**

Château-Chinon : **1 297 €** (pour 3 personnes)

Corbigny : **6 853 €** (pour 29 personnes)

Moulins-Engilbert : **2 962 €** (pour 14 personnes)

Montant total pour l'UTAMS Nivernais Morvan : **11 134 €**

• **Insertion des jeunes :**

Fond d'Aide aux Jeunes (FAJ)

Pour l'année 2008 le Conseil Général a accordé des crédits en direction des jeunes de l'UTAMS Nivernais Morvan dans le cadre du **FDAJ**

Les crédits sont gérés par la Mission Locale et les décisions d'attribution (hors secours inférieurs à 75 euros) sont étudiées et prises en Commissions locales de Coordination Financière (CLCF)

Les aides accordées en 2008 sont :

Château-Chinon : **5** jeunes aidés.

• **Action Sociale**

Les aides financières :

Les aides financières instruites par les travailleurs sociaux sont étudiées en Commission Locale de Coordination Financière. La CLCF se réunit une fois par mois pour les trois Sites de l'UTAMS. **571** dossiers ont été étudiés en 2008.

Année 2008	Château		Corbigny		Moulins		Utams
Types d'aides (attribuées par le Conseil Général hors insertion des jeunes)	Nombre d'aides CLCF	Montant global des aides accordées	Nombre d'aides CLCF	Montant global des aides accordées	Nombre d'aides CLCF	Montant global des aides accordées	Total des dépenses par type d'aide
Famille enfance	14	2 614€	22	4 275€	7	1 510€	8 398 €
Secours d'urgence	19	2 630 €	24	2 605€	14	1 940€	7 175 €
FSL énergie	73	13 255 €	113	23 178€	74	17 465€	53 899€
Fond Solidarité Logement accès maintien	14	4 337€	15	7 834 €	6	2 625€	14 795
FSL Besoin vitaux	8	970€	14	1 735€	23	2 670€	5 375 €
Totaux par Site	129	24 048€	188	39 628 €	124	26 209€	89 884€

Il convient de noter que parmi ces demandes certaines sont orientées vers un financement:

Des caisses : d'Allocations Familiales, et de la Mutualité Agricole et de la CPAM pour lesquelles nous n'avons pas le volume détaillé des montants attribués.

Par ailleurs des demandes initiales ou complémentaires sont adressées aux Associations Caritatives (hors CLCF)

L'accompagnement social :

Les missions des travailleurs sociaux se traduisent par :

- Des missions de prévention, de repérage et de traitement de la maltraitance des enfants et des adultes vulnérables.

- L'accompagnement de toutes les personnes en situation de précarité, parmi lesquelles notamment les bénéficiaires du RMI.

C'est ainsi que les objectifs sont déterminés dans les réunions de synthèse, concertation et commission d'accueil, auxquelles participent systématiquement les assistants sociaux de secteur.

Sites	Missions	Synthèses/ concertations/Commissions de placements
Château-Chinon	GDHI	4
	Famille Enfance	86
Corbigny	GDHI	2
	Famille Enfance	73
Moulins-Engilbert	GDHI	0
	Famille Enfance	81
Total pour l'UTAMS NM		240

Les travailleurs sociaux sont également sollicités, via le siège de l'UTAMS, pour des enquêtes sociales sollicitées par des partenaires extérieurs :
au total : **72** demandes d'enquête sociale ont été traitées dont **37** émanent des sous-préfectures à propos d'expulsions locatives.

Au cours de l'année 2008, plusieurs rencontres ont eu lieu avec la FNARS dans le cadre de l'étude réalisée par l'IRTESS sur la précarité en Bourgogne.

Protection de l'Enfance

Le Soutien aux familles :

La protection de l'enfant et de sa famille se traduit par des mesures diverses :

Les secours d'urgence accordés sur le budget « famille enfance »

Château-Chinon : **13** familles (avec enfants) aidées pour un montant total de **1 930 €**
Corbigny : **17** familles(avec enfants) aidées pour un montant total de **2 427 €**
Moulins-Engilbert : **17** familles (avec enfants) aidées pour un montant total de **2 260 €**
Total pour l'UTAMS Nivernais Morvan : **47** familles avec enfant aidées pour un montant total de **6 617 €**

L'aide d'une Technicienne de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) ou d'une aide ménagère

Nombre de mesures mises en place par type et par Site	TISF - Prévention ASE	Nbre de familles concernées	TISF - PMI	Nbre de familles concernées
Château-Chinon	8	6	4	4
Corbigny	8	8	1	1
Moulins-Engilbert	9	8	1	1
Nombre total pour l'UTAMS	25	22	6	6

La mesure d'Aide Educative en Milieu Ouvert Administrative (AEMOA)

Château-Chinon : **04**
Corbigny : **20**
Moulins-Engilbert : **10**
Nombre total UTAMS NM : **34**

La mesure d'Aide Educative en Milieu Ouvert Judiciaire (AEMOJ)

Château-Chinon : **09**
Corbigny : **12**
Moulins-Engilbert : **20**
Nombre total AEMO J pour l'UTAMS NM **41**

Le Contrat Jeune Majeur est un contrat d'accompagnement social pour des jeunes de 18 à 21 ans.

Château-Chinon : 1
Corbigny : 1
Moulins-Engilbert : 2
Nombre total pour l'UTAMS NM : 4

Les enfants confiés au Conseil Général : (hors jeunes majeurs)

Château-Chinon : 37
Corbigny : 15
Moulins-Engilbert : 14
Nombre total UTAMS : 66 dont 47 accueillis par des assistants familiaux

• **L'accueil familial** :

Agrément des assistants familiaux :

Château-Chinon : 25 Assistants familiaux agréés pour 30 places dont 28 embauchés par le CG
Corbigny : 15 Assistants familiaux agréés pour 27 places dont 8 embauchés par le CG
Moulins-Engilbert : 8 Assistants familiaux agréés pour 16 places dont 8 embauchés par le CG
L'UTAMS Nivernais Morvan compte 40 assistants familiaux agréés.

En 2008, un travail collectif avec les assistants familiaux résidants sur l'UTAMS Nivernais Morvan et l'équipe éducative a été initié. Une réunion a lieu chaque trimestre autour d'un thème choisi selon une étude de besoin réalisée auprès des assistants familiaux

L'UTAMS Nivernais Morvan a par ailleurs organisé la première réunion d'information départementale des candidats au métier d'assistant familial qui depuis, se déroule tous les deux mois sur chacune des UTAMS.

Protection Maternelle et Infantile

Prévention médico-sociale :

Nombre de naissances :

Château-Chinon : 94
Corbigny : 91
Moulins-Engilbert : 54
Nombre total UTAMS NM : 239

Suivi médico-social en faveur des enfants de moins de 6 ans :

Consultations de nourrissons se sont déroulées sur Corbigny et Château Chinon

Château-Chinon : 12 séances 75 enfants vus

Corbigny : 24 séances 162 enfants vus

Nombre total UTAMS NM : 36 séances 237 enfants vus (1 séance = 1/2 journée)

Les écoles maternelles ont reçu la visite du médecin de PMI et infirmières puéricultrices, ce qui a permis de voir à :

Château-Chinon : 78 enfants
Corbigny : 97 enfants
Moulins-Engilbert : 73 enfants
Nombre total UTAMS NM : 248 enfants

Agrément des assistantes maternelles :

Château-Chinon : 49 Assistantes maternelles agréées pour 137 places
Corbigny : 77 Assistantes maternelles agréées pour 215 places

Moulins-Engilbert : 57 Assistantes maternelles agréées pour 146 places

L'UTAMS NM compte, fin 2008, 183 Assistantes Maternelles pour 498 places.

Activité des Sites d'action médico-sociale de l'UTAMS NEVERS SUD NIVERNAIS

Aide à l'Hébergement et au maintien à domicile des personnes âgées et handicapées :

- **Aide sociale à l'hébergement des personnes âgées :**

Site Bords de Loire :	68 <i>bénéficiaires</i>
Site Vauban :	99 <i>bénéficiaires</i>
Site Emile combes :	66 <i>bénéficiaires</i>
Sites Imphy :	76 <i>bénéficiaires</i>
Site Decize :	137 <i>bénéficiaires</i>
Total UTAMS :	446

- **Aide sociale à l'hébergement des personnes handicapées :**

Site Bords de Loire :	69 <i>bénéficiaires</i>
Site Vauban :	131 <i>bénéficiaires</i>
Site Emile Combes :	73 <i>bénéficiaires</i>
Site Imphy :	68 <i>bénéficiaires</i>
Site Decize :	136 <i>bénéficiaires</i>
Total UTAMS :	477

- **Le maintien a domicile au titre de l'aide sociale :**

- **L'aide ménagère aux personnes âgées :**

Site Bords de Loire :	5 <i>bénéficiaires</i>
Site Vauban :	9 <i>bénéficiaires</i>
Site Emile Combes :	4 <i>bénéficiaires</i>
Site Imphy :	2 <i>bénéficiaires</i>
Site Decize :	5 <i>bénéficiaires</i>
Total UTAMS :	25

- **L'aide ménagère aux personnes handicapées :**

Site Bords de Loire :	7 <i>bénéficiaires</i>
Site Vauban :	7 <i>bénéficiaires</i>
Site Emile Combes :	1 <i>bénéficiaires</i>
Site Imphy :	7 <i>bénéficiaires</i>
Site Decize :	2 <i>bénéficiaires</i>
Total UTAMS :	24

- **L'Allocation Compensatrice Tierce Personne :**

Site Bords de Loire :	61 <i>bénéficiaires</i>
Site Vauban :	70 <i>bénéficiaires</i>
Site Emile Combes :	80 <i>bénéficiaires</i>
Site Imphy :	100 <i>bénéficiaires</i>
Site Decize :	94 <i>bénéficiaires</i>
Total UTAMS :	405

- **L'Allocation Personnalisée à l'Autonomie :**

- **A domicile :**

Site Bords de Loire :	299 <i>bénéficiaires</i>
Site Vauban :	399 <i>bénéficiaires</i>
Site Emile Combes :	450 <i>bénéficiaires</i>
Site Imphy :	530 <i>bénéficiaires</i>
Site Decize :	840 <i>bénéficiaires</i>
Total UTAMS :	2518

➤ **En Etablissement (hors dotation globale) :**

Site Bords de Loire :	14 <i>bénéficiaires</i>
Site Vauban :	22 <i>bénéficiaires</i>
Site Emile Combes :	18 <i>bénéficiaires</i>
Site Imphy :	11 <i>bénéficiaires</i>
Site Decize :	13 <i>bénéficiaires</i>
	Total UTAMS : 78

• **La Prestation Compensatoire du Handicap :**

Site Bords de Loire :	33 <i>demandes</i>
Site Vauban :	17 <i>demandes</i>
Site Emile Combes :	22 <i>demandes</i>
Site Imphy :	30 <i>demandes</i>
Site Decize :	32 <i>demandes</i>
	Total UTAMS : 134

• **Axes développés en 2008 :**

- participation à l'évaluation des têtes de réseaux du CLIC sur les différents secteurs d'implantation
- contribution à l'étude menée par le CLIC sur la prévention du vieillissement
- participation aux réunions relatives au plan départemental des services à la personne.

Insertion

Nombre de réunions du bureau : 7
 Nombre de personnes convoquées : 62
 Nombre de personnes présentes : 19
 Décisions de suspension du versement de l'allocation RMI : 45
 Levées de suspension : 16

• **Allocataires RMI sur L'UTAMS Nevers Sud Nivernais :**

Pour l'année 2008 le nombre de bénéficiaires du RMI se répartit comme suit :

Site Bords de Loire :	726 <i>bénéficiaires</i>
Site Vauban :	890 <i>bénéficiaires</i>
Sites Imphy :	310 <i>bénéficiaires</i>
Site Emile Combes :	539 <i>bénéficiaires</i>
Site Decize :	399 <i>bénéficiaires</i>
	<u>Total UTAMS : 2864 <i>bénéficiaires</i></u>

• **Les instances de validation des contrats d'insertion :**

Sites	Nombre contrats signés	Durée des contrats		
		Moins 6 mois	6 à 11 mois	1 an et +
Bords de Loire	685	134	516	35
Vauban	845	236	533	56
E.Combes	230	33	158	37
Imphy	337	103	180	54
Decize	421	118	207	96
Total UTAMS	2518	624	1614	278

• **Axes développés en 2008**

- Poursuite des réunions de bénéficiaires du RMI et des groupes de parole sur l'ensemble des sites
- Mise en place d'Actions collectives à destination des usagers, en partenariat, sur le territoire de l'UTAMS :

Site Decize :

- Travail sur le lien social avec des bénéficiaires des Resto du Cœur de La Machine
- Action collective visant à mobiliser les bénéficiaires du RMI sur la connaissance de leur territoire de vie, avec le Centre Social de St-Pierre Le Moutier
- Action de mobilisation citoyenne pour le public en insertion professionnelle.

Site Imphy :

- Préparation d'une action « prévention santé accès aux soins » sur le territoire de Guérigny à l'attention des bénéficiaires des Resto du Cœur en partenariat avec la CRAM, la CPAM le Centre Social de Guérigny

Site Emile Combes :

- Poursuite de l'action d'insertion sociale et mobilisation professionnelle à destination de familles monoparentales sur le secteur de Fourchambault, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale et du Plan Local d'Insertion avec le Centre Social de Fourchambault

Sites Bords de Loire et Vauban :

- Action à destination des femmes bénéficiaires du RMI, visant à lutter contre l'isolement, à connaître et s'intégrer dans les différentes structures associatives du territoire, en lien avec le CCAS de Nevers, les Centres Sociaux de Nevers, l'Épicerie Solidaire, la Médiathèque

- **Informations partagées entre l'ASSEDIC/ANPE, la MDEF, l'AFPA et les travailleurs sociaux du Conseil Général**
- **Réunion de l'ensemble des agents concernés du Conseil Général et des partenaires de l'insertion sur la mise en œuvre du Plan Local d'Insertion.**

Action Sociale

- **Aides financières :**

Les aides financières établies par les travailleurs sociaux sont étudiées en Commission Locale de Coordination Financière.

Nombre de dossiers étudiés en 2008 sur l'UTAMS : **3301**

Site Vauban :952

Site Bords de Loire :927

Site Emile Combes :523

Site Imphy :340

Site Decize :559

Il convient d'ajouter les demandes présentées aux associations caritatives.

- **Accompagnement social :**

La mission d'accompagnement social des assistants sociaux se traduit par l'accompagnement de tous les bénéficiaires du RMI de l'UTAMS mais les agents sont aussi très impliqués dans les missions de prévention et le traitement de la maltraitance des enfants, et des personnes vulnérables.

C'est ainsi que les plans d'action sont étudiés dans les réunions de synthèse, concertation, ou commission d'accueil, animées par les responsables de site

	Synthèses/concert/Accueil
Site Vauban	216
Site Bords de Loire	248
Site Emile Combes	137
Site Imphy	179
Site Decize	183
UTAMS	963

- **Procédure d'expulsion locative :**

Les travailleurs sociaux sont sollicités pour effectuer des enquêtes sociales, à la demande de la Préfecture :

	Enquêtes réalisées
Site Vauban	83
Site Bords de Loire	127
Site Emile Combes	41
Site Imphy	33
Site Decize	29
UTAMS	313

- **Axes développés en 2008 :**

- Continuité du partenariat renforcé sur les situations individuelles avec la psychiatrie adulte du secteur de Nevers
- Construction d'un partenariat de proximité sur la commune de Guérigny autour de jeunes en difficulté avec la Mairie et le Centre Social de Guérigny, ainsi que l'Education Nationale

Protection de l'Enfance

- **Le Soutien aux familles :**

La protection de l'enfant et de sa famille passe par des mesures diverses :

- le secours d'urgence et les allocations mensuelles accordées dans le cadre des CLCF
- l'aide d'une Technicienne de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF)
- les mesures éducatives, examinées en réunions de synthèse et commission d'accueil.

- **Les techniciennes de l'intervention sociale et familiale :**
34 familles ont bénéficié de cette mesure de prévention à domicile :

Site Bords de Loire : 10 familles
 Site Vauban : 5 familles
 Site Emile Combes : 11 familles
 Site Imphy : 2 familles
 Site Decize : 6 familles

- **La protection de l'enfance (au 31/12/2008) :**

	Vauban	Bords de Loire	E.Combes	Imphy	Decize	Totaux
AEMO J	55	78	35	25	48	241
AEMO A	17	36	38	22	9	122
Mesure garde	91	137	59	48	75	410
Accueil provisoire	11	14	6	8	1	40
Jeunes majeurs	12	9	12	15	4	52
Autres statuts	0	1	10	2	4	17
Totaux	186	275	160	120	141	882

- **Axes développés en 2008**

- Aide à la construction du dispositif de prévention de la délinquance (équipe spécialisée, protocole sur l'échange d'informations sur les groupes territoriaux)
- Implication des responsables de sites et de certains agents dans les groupes territoriaux et de suivi individualisé des jeunes.

- **Prévention médico-sociale :**

L'UTAMS Nevers Sud Nivernais aura enregistré en 2008 : 1245 naissances :

Site Bords de Loire : 189

Site Vauban : 214

Site E. Combes : 310

Site Imphy : 270

Site Decize : 262

Les Perspectives de la Direction de la Solidarité Départementale 2009

- Mise en place du RSA
- Refonte du Règlement Départemental d'Aide Sociale au regard du travail des évolutions législatives et réglementaires intervenues
- Renforcement de l'information des usagers et de l'exercice du droit des usagers.
- Etude de faisabilité départementale pour la mise en place d'un système de télégestion destiné à moderniser les services d'aide à domicile et améliorer les échanges entre ces structures et le Conseil Général
- Elaboration de conventions avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie / Conseil Général
- Poursuite de l'élaboration du schéma gérontologique
- Poursuite de la mise en œuvre des dispositions des lois du 05 mars 2007 relatives à la protection de l'enfance et à la prévention de la délinquance
- Engagement des réflexions concernant la mise en place de contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens sur le secteur des établissements et services pour adultes handicapés
- Poursuite de la mise en œuvre du projet d'administration départementale au travers notamment des projets prioritaires définis par l'Assemblée.
- Mise en place du dispositif MASP.